



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

agriculteurs

Question au Gouvernement n° 1645

Texte de la question

CRISE AGRICOLE

M. le président. La parole est à Mme Frédérique Massat, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Frédérique Massat. Monsieur le président, ma question, à laquelle j'associe M. Germinal Peiro et Mme Marie-Lou Marcel, s'adresse au Premier ministre.

" Je veux refonder la politique agricole comme nous sommes en train de refonder le capitalisme financier ", a annoncé hier le Président de la République aux agriculteurs. Ces derniers ont du souci à se faire : le Président n'a rien changé au capitalisme financier. Comme toujours, il désigne des boucs émissaires de la baisse des prix sans proposer de remède et, bien entendu, il impute la crise agricole aux 35 heures ! *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Il oublie que, depuis 2003, c'est vous, monsieur le Premier ministre, qui approuvez la baisse des prix de soutien agricole à l'échelon européen. Il oublie que c'est sous sa présidence que l'Union européenne a définitivement choisi de déréguler le secteur laitier. Il oublie que ce sont les services de Bercy, dont il est responsable, qui ont mis un terme à la fixation d'un prix national du lait. Il oublie que c'est la loi de modernisation de l'économie qui a donné sa toute-puissance à la grande distribution contre le monde agricole ! C'est cette politique qui fragilise le revenu des agriculteurs, c'est cette politique qu'il convient de changer. L'annonce d'un plan artificiellement gonflé de mesures déjà prévues ne changera rien. Le Président flatte des idées ringardes et productivistes, ignorant les défis auxquels est confrontée l'agriculture. Nous avons de la chance : les autres pays européens ont des chefs d'État ; la France, elle, a un magicien !

Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous rompre avec les vieilles lunes et proposer des perspectives durables aux agriculteurs ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire, ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche.

M. Patrick Roy. Et de la magie ! *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche*. Madame la députée, n'allez tout de même pas nous reprocher, d'avoir apporté une aide massive aux agriculteurs en difficulté ! *((Exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.))* Vous n'allez pas nous reprocher d'avoir répondu aux attentes de toutes les organisations syndicales représentatives du monde agricole, à la demande du Premier ministre et du Président de la République !

Hier, celui-ci a annoncé...

M. Jean Mallot. Rien ! Un mirage !

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation*. ...trois mesures indispensables pour le monde agricole.

M. Philippe Martin. Lesquelles ?

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation*. Premièrement, un plan de soutien immédiat et massif, comme l'a souhaité le Premier ministre, destiné à résoudre les problèmes de trésorerie de tous les agriculteurs de France. Je ferai en sorte que la somme annoncée par le Président de la République parvienne le plus rapidement possible dans les exploitations agricoles.

Deuxièmement, des mesures structurelles indispensables - réduction du coût du travail, préservation des terres agricoles, assurance permettant de garantir le revenu de tous les agriculteurs de France - destinées à favoriser

notre compétitivité agricole.

Troisièmement, la mise en place d'une régulation européenne des marchés. Contrairement à ce que vous avez affirmé, la dérégulation des marchés agricoles européens ne date pas d'hier, hélas ! Elle a été décidée, il y a des années, par l'Union européenne...

M. Christian Bataille. C'est le fruit de votre politique libérale !

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation*. ...et nous tentons d'y mettre fin, avec l'aide du Parlement et de vingt et un États membres. Notre détermination est totale pour bâtir une régulation européenne non seulement du marché du lait, mais des marchés agricoles.

M. Christian Bataille. On ne vous croit pas !

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation*. Nous avons obtenu des premiers résultats il y a quinze jours. Nous en reparlerons demain au Conseil européen, et nous bâtissons cette régulation européenne des marchés, déterminante pour l'avenir agricole de la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Frédérique Massat](#)

Circonscription : Ariège (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1645

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Alimentation, agriculture et pêche

Ministère attributaire : Alimentation, agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 octobre 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 octobre 2009